

5^{ème} Congrès national de l'Union Syndicale Solidaires

En commençant par l'épilogue, la Déclaration le 09 juin, puis en revenant dans cet article sur les coupures de presse du net au fil des jours de ce congrès.

(textes et photos en version originale)

Rien de mieux que d'être décrits et analysés par les autres...

Pour celles et ceux qui nous lisent et qui veulent mieux nous connaître, bonne lecture... !

Déclaration du 5e congrès de l'Union syndicale Solidaires - 9 juin 2011

Le 5e congrès de l'Union syndicale Solidaires, tenu à Villefranche-sur-Saône les 7, 8 et 9 juin 2011, s'est conclu par l'adoption de l'appel ci-dessous.

Le rapport d'activité présenté par le secrétariat national sortant a été validé par 93 % des mandats.

Les six résolutions d'orientation ont confirmé les très larges convergences existantes entre les organisations qui composent Solidaires ; elles ont été adoptées à plus de 90%.

Un nouveau secrétariat de dix membres a été élu, avec 40 % de femmes. Annick Coupé reste déléguée générale.

Patronat, actionnaires et gouvernements s'attaquent frontalement aux travailleurs/ses. L'assaut est d'autant plus rude que la crise du système capitaliste aggrave la situation sociale, dans tous les pays. Dans une logique de « toujours plus », celles et ceux qui prétendent diriger le monde ne cessent de vouloir supprimer les droits conquis par les salarié-e-s au fil des luttes sociales, et de confisquer les richesses. Dans ce contexte, un mouvement syndical fort, unitaire, offensif, indépendant, internationaliste, écologiste et féministe est d'autant plus nécessaire. Salarié-e-s en activité, au chômage, en formation, en retraite, ont des intérêts communs à défendre.

Les organisations membres de l'Union syndicale Solidaires sont des outils au service des salarié-e-s, pour la défense de leurs revendications quotidiennes et pour construire les mouvements sociaux d'ampleur nécessaires à l'indispensable et profonde transformation de la société. Les deux aspects sont liés : c'est dans, et par, les luttes d'aujourd'hui que nous construisons la société de demain ! La transformation sociale n'est possible qu'à partir d'une prise en charge des problèmes concrets, sur le lieu de travail et aussi dans les localités.

La protection sociale demeure un enjeu important ; patronat et gouvernement veulent tout casser, pour des raisons économiques mais aussi parce que la solidarité dont est porteuse la protection sociale depuis ses origines va à l'encontre de ce dont a besoin le capitalisme ! Il en est de même, et pour des raisons identiques, pour les services publics. Sur le dossier « aide à l'autonomie », comme pour la défense et l'amélioration des services publics, l'Union syndicale Solidaires sera à l'offensive dans les mois qui viennent, en recherchant l'unité la plus large, dans le cadre d'objectifs revendicatifs partagés.

L'amélioration des conditions de vie est une revendication essentielle. L'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des pensions de retraite, la création d'un revenu socialisé d'études sont des nécessités. De nombreuses grèves ont lieu pour l'augmentation des salaires, dans quasiment tous les secteurs professionnels. Il nous faut unifier ces luttes, pour leur donner plus de poids et une dimension nouvelle : c'est bien du partage des richesses produites dont il faut discuter, et nous voulons imposer une autre répartition ! L'Union syndicale Solidaires a décidé de mener une campagne nationale sur les salaires ; elle englobera les questions des indemnités pour les chômeurs/ses, des pensions des retraité-e-s. Nous revendiquons une mesure immédiate pour le pouvoir d'achat de 400 euros pour toutes et tous, et un SMIC à 1600 euros nets. Personne ne doit vivre aujourd'hui avec un revenu inférieur à cela, c'est pourquoi nous demandons l'alignement des minimas sociaux sur le SMIC.

Dans cette période de crise, agir pour la défense et la création d'emplois non précaires, est déterminant, notamment pour lutter contre le chômage des jeunes, la précarité, les licenciements. Récemment, gouvernement et patronat ont de nouveau utilisé des chiffres sur « la jeunesse », considérée comme catégorie homogène, afin d'accréditer la nécessité de mesures spécifiques pour l'emploi des jeunes. Celles-ci ne bénéficient en fait qu'aux employeurs, et maintiennent l'ultra-précarité : stages sous-rémunérés, exonérations de cotisations sociales pour les entreprises, etc. Nous refusons de cautionner

l'éclatement du salariat : les caractéristiques de cette jeunesse ne sont qu'une amplification des phénomènes que l'on observe parmi l'ensemble des salarié-e-s. Les solutions pour l'emploi des jeunes sont les mêmes que pour tous les salarié-e-s : réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires avec création d'emplois et sans perte de salaire, redéfinition des finalités de la production.

La lutte pour défendre la santé au travail est une revendication essentielle des équipes syndicales Solidaires. Les pressions patronales, les organisations du travail, la recherche continue de productivité dans les secteurs public et privé, créent des situations véritablement inhumaines. Les suicides sur le lieu de travail en sont une conséquence dramatique, mais ce n'est pas la seule : en France des dizaines de milliers de salarié-e-s sont victimes de cette violence patronale. En témoigne par exemple, l'augmentation du nombre d'accidents de travail. L'Union syndicale Solidaires entend dénoncer non seulement les effets, mais surtout les causes, pour que collectivement nous puissions imposer que soit mis un terme à cette situation.

La société que nous voulons construire est égalitaire ; les combats pour les droits égaux pour toutes et tous se situent dans cette perspective. La place des femmes dans la société et notamment dans le monde du travail est marquée par des inégalités persistantes : salaires, déroulement de carrière et retraites plus faibles, discriminations à l'embauche, emplois précaires, temps partiel imposés, etc. Pour les lesbiennes, les gays, les bisexuel-le-s, les trans, l'égalité des droits est également bien loin d'être atteinte. Les populations immigrées sont de plus en plus stigmatisées, surexploitées : les grèves des sans-papiers montrent qu'il est possible de gagner. Dans toute la France, le Réseau Education Sans Frontière mène des combats pour défendre des élèves et leur famille Sans-papiers. Les collectifs comme « Unis Contre l'Immigration Jetable », « racket » ou « D'ailleurs nous sommes d'ici » travaillent à un rassemblement large pour contrer ces politiques xénophobes. Notre implication dans ces combats est bien réelle et fait partie intégrante de notre projet syndical.

Cette société que nous voulons construire, doit prendre en compte les enjeux environnementaux et écologiques (OGM, nucléaire, raréfaction des ressources, ...). La catastrophe récente de Fukushima ne peut que renforcer notre exigence d'arrêt immédiat de tout projet de centrale nucléaire et de décision politique immédiate de sortie du nucléaire.

Notre syndicalisme est ouvert à tous, chaque salarié-e y a sa place quels que soient son statut, sa nationalité, ses idées politiques, etc. Mais le syndicalisme est irrémédiablement opposé au fascisme, à l'extrême-droite, à la xénophobie, au racisme, à l'homophobie, au sexisme. Celles et ceux qui défendent de telles « idées » ne peuvent se revendiquer du mouvement ouvrier, ils et elles en sont les ennemi-e-s ! Nous le réaffirmons d'autant plus que nous savons que la campagne pour les élections présidentielles va être source de nombreuses déclarations abjectes dans ce sens, et aussi de compromissions de certain-e-s dans l'espoir de gagner des voix.

Pour l'Union syndicale Solidaires qui défend l'indépendance du mouvement syndical, cette période doit être celle des débats de fond. Les derniers mouvements sociaux ont porté des revendications fortes ; il s'agit de rappeler aux organisations politiques leur soutien à ces mouvements. Les dégâts de l'ultralibéralisme au pouvoir depuis 2007 sont dramatiques, la casse méthodique de toutes nos conquêtes sociales a des conséquences sur des millions de citoyen-ne-s toujours plus précarisé-e-s tandis qu'une petite minorité ne cesse de s'enrichir toujours plus. Nous savons aussi qu'un gouvernement de gauche plurielle fut celui qui privatisa le plus depuis un demi-siècle. La solution est entre nos mains, dans les luttes que nous saurons mener. Quels que soient les pouvoirs en place, notre Union syndicale reste un syndicalisme de contre-pouvoir.

Notre syndicalisme est internationaliste. Notre engagement dans les campagnes unitaires de solidarité avec le peuple palestinien (Boycott-Désinvestissement-Sanctions et Un bateau pour Gaza) s'inscrit dans cette orientation. Dans la suite de la rencontre internationale qui s'est tenue lors de notre congrès, nous poursuivons la construction d'un syndicalisme de luttes d'abord au plan européen pour des raisons géographiques évidentes, et aussi euro-méditerranéen notamment avec nos camarades d'Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, etc. La lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme est une des composantes de notre action internationaliste. Nous renforçons aussi le travail avec les syndicats d'Amérique du sud, d'Afrique, d'Asie, avec lesquelles nous partageons la volonté de pratiquer et développer un syndicalisme de transformation sociale, qui ne peut se limiter aux frontières des Etats. Les révoltes des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient, comme les actuels mouvements de contestations des « indigné-e-s » en Europe, confirment l'aspiration grandissante à une transformation sociale radicale. Poursuivant notre implication dans le mouvement altermondialiste, nous nous impliquerons fortement dans les initiatives unitaires contre le sommet du G20, qui se tiendra en France à l'automne.

Nous voulons changer les choses : au quotidien à travers des revendications immédiates, et plus fondamentalement en changeant l'organisation de la société. Notre ambition est justifiée, nécessaire, mais grande ; elle nécessite un saut significatif dans le développement continu de notre Union syndicale. Des élections quasi générales auront lieu dans la Fonction publique le 20 octobre 2011. Malgré des manœuvres politiciennes excluant la Territoriale jusqu'en 2014, pour la première fois plus de deux millions de personnels, titulaires comme non-titulaires, voteront en même temps. Il nous faut donc déposer des listes partout. Si ces élections sont importantes pour chacune de nos organisations concernées, les résultats globaux de Solidaires dans la Fonction publique seront scrutés attentivement. Ces élections sont un enjeu pour l'ensemble de notre organisation pour continuer à développer notre syndicalisme de proximité, de luttes collectives et de transformation sociale. Avec nos organisations de la Fonction publique, c'est l'ensemble de Solidaires qui s'engage pour réussir ces élections.

Il s'agira d'engager, de la même façon, toutes nos organisations locales comme nationales pour les élections nationales dans les Très Petites Entreprises qui auront lieu au second semestre 2012. Si la forme pose de nombreux problèmes (scrutin national sur sigle, pas de vote physique, ...), il n'en reste pas moins que ce sera une occasion pour ces millions de salarié-e-s sans présence syndicale proche, de donner leur avis sur le type de syndicalisme qu'ils et elles soutiennent. Au-delà, les élections professionnelles dans tous les secteurs, public et privé, sont un enjeu pour une implantation plus vaste de notre syndicalisme.

Notre syndicalisme n'existe pas s'il ne s'appuie pas sur une pratique de masse sur le lieu de travail. Ceci n'est aucunement contradictoire avec la nécessité d'un syndicalisme interprofessionnel, indispensable pour ne pas tomber dans le corporatisme, pour créer les liens solidaires entre travailleurs/ses, pour engager la transformation écologique de l'économie, pour penser et construire dans nos luttes d'aujourd'hui la société de demain.

Lors de notre 4e congrès, en juin 2008, nous lançons un « appel à toutes les organisations syndicales pour que se mette en place, à tous les niveaux, national, local et sectoriel, un front syndical commun d'action qui permette de construire les rapports de force et les mobilisations nécessaires ». Les mobilisations de 2009 et 2010 constituent un pas non négligeable en ce sens, mais nous en connaissons aussi les limites ; il nous reste maintenant à faire en sorte que le syndicalisme de transformation sociale pèse davantage. C'est un élément décisif comme l'a montré l'expérience guadeloupéenne du début 2010, comme le montre aussi ce qui se joue actuellement par exemple en Tunisie, en Algérie ou en Egypte... Un affrontement central demeure nécessaire et la grève générale interprofessionnelle demeure un moyen essentiel pour y parvenir.

Il ne s'agit pas de reprendre l'ensemble des résolutions de ce 5e congrès de l'Union syndicale Solidaires. Nous dégagons ici des priorités pour les mois à venir :

La construction de mouvements unitaires, pour gagner sur le dossier « aide à l'autonomie », pour la défense et l'amélioration des services publics.

La poursuite de nos campagnes nationales, pour les salaires, les minimas sociaux et les pensions, l'emploi, la santé et les conditions de travail, les droits égaux pour toutes et tous.

Le contre-sommet à l'occasion du G20 en octobre 2011, pour réaffirmer notre opposition à la mondialisation néolibérale, et notre volonté de solidarité entre les peuples.

Les élections dans la Fonction publique à l'automne 2011, celles dans les Très Petites Entreprises en 2012, seront des moments importants pour marquer le développement du syndicalisme de luttes.

Ensemble, en préparant ces campagnes, en nous impliquant dans ces mobilisations, nous avancerons dans la concrétisation de notre volonté de transformation sociale ... qui demeure, bien entendu, notre objectif collectif !

-oOo-

Coupures de presse trouvées sur le net :

Les 06 et 07 juin 2011 :

Ouverture du congrès de Solidaires, centré sur le développement du syndicat

LE PARISIEN - Publié le 07.06.2011, 17h16

L'union syndicale Solidaires a ouvert mardi son 5e congrès à Villefranche-sur-Saône (Rhône), avec la présentation de son rapport d'activité et des débats centrés sur le développement de cette organisation, la plus contestataire du paysage syndical.

Dans son discours d'ouverture, Annick Coupé, l'une des deux porte-parole, a dressé devant trois cents délégués le bilan des trois dernières années de l'union, marquées par le mouvement contre la réforme des retraites et une notoriété croissante.

Elle a notamment rappelé les désaccords de Solidaires, qui regroupe une quarantaine de syndicats dont ceux de SUD, avec ses partenaires de l'intersyndicale CGT-CFDT-Solidaires-FSU-Unsa, mise en place fin 2008, initialement sur des mots d'ordre liés à l'emploi et aux salaires.

Mme Coupé a regretté les "divergences stratégiques" entre syndicats qui ont, selon elle, "fait perdre un temps précieux" au mouvement contre la réforme des retraites. Solidaires avait plaidé sans succès pour un durcissement du mouvement face à l'intransigeance gouvernementale.

La porte-parole n'a cependant pas remis en cause la participation de l'union à l'intersyndicale. "Nous ne pouvons pas nous contenter d'un syndicalisme incantatoire qui se cantonnerait à la dénonciation d'une situation, à la stigmatisation des autres organisations", a-t-elle souligné.

Sur le terrain politique, Mme Coupé a dénoncé en Nicolas Sarkozy un "président des riches" ayant fait le choix du "libéralisme pur", et s'est inquiétée de voir progresser "une droite +décomplexée+ qui ouvre un boulevard au FN". Envisageant l'avenir de Solidaires, qui devrait passer la barre des 100.000 adhérents à l'occasion de ce congrès triennal, elle a appelé au renforcement de la lutte interprofessionnelle. Parallèlement, elle a cependant reconnu la faiblesse de certaines structures départementales, talon d'Achille de l'union.

Né en 1998 du regroupement de syndicats autonomes (de fonctionnaires notamment) et de syndicats SUD rejoints par de nombreux dissidents de la CFDT, Solidaires a recueilli près de 4% des voix aux élections prud'homales de 2008 et compte de solides positions dans le secteur public.

Le Congrès de Solidaires ou comment se faire une place au soleil

20 minutes.fr - 07/06/2011 à 13h18

PARIS - L'union syndicale Solidaires, qui réunit notamment les syndicats SUD, tient à partir de mardi son 5e congrès, qui s'annonce plutôt paisible et se concentrera sur son développement, dans un paysage où il tient une place encore modeste.

Trois cents délégués débattront pendant trois jours à Villefranche-sur-Saône (Rhône) de l'avenir de l'organisation, qui "va passer la barre des 100.000 adhérents" à l'occasion de ce congrès triennal, selon Annick Coupé, l'une des deux porte-parole, et tirera le bilan des dernières années, marqué par une notoriété en expansion. Porteur d'"un syndicalisme de lutte", le plus contestataire des syndicats bénéficie d'"une visibilité médiatique assez forte", selon l'universitaire Jean-Michel Denis, qui les suit depuis plusieurs années et se dit "assez bluffé par leur capacité à mobiliser dans les manifestations ces dernières années".

On a vu ses militants nombreux dans les cortèges lors du conflit sur les retraites de l'automne 2010, même s'ils ne jouent pas dans la cour des grands (CGT et CFDT).

"Depuis trois ans, on a réussi à bien marquer l'identité de Solidaires", affirme Annick Coupé.

Solidaires a recueilli près de 4% des voix aux élections prud'homales de 2008. Mais il dispose de positions fortes dans le secteur public (SNCF, La Poste, la santé...).

Né en 1998 du regroupement de syndicats autonomes (de fonctionnaires notamment) et de syndicats SUD rejoints par de nombreux dissidents de la CFDT, Solidaires a su s'intégrer dans le paysage, grâce notamment à sa participation pleine et entière à l'intersyndicale, qui toutefois végète depuis l'échec du mouvement sur les retraites.

Sa présence dans cette structure unitaire ne fait pas débat dans ses rangs. Solidaires y a plaidé sans succès pour un durcissement du mouvement face à l'intransigeance gouvernementale tout en reconnaissant que le mot d'ordre de grèves reconductibles ne prenait pas.

Solidaires a su aussi établir des liens privilégiés avec la FSU, avec des colloques communs sur le partage des richesses, l'écologie, la précarité.

Elle a surmonté des défauts de jeunesse (manque d'homogénéité, place des structures territoriales par rapport aux syndicats professionnels), selon Jean-Michel Denis.

Mais, comme les autres centrales syndicales, elle est confrontée, explique le sociologue, au défi du "renouvellement générationnel". "Qui va prendre les rênes dans les cinq ans à venir ?", demande-t-il.

En outre, beaucoup de ses structures locales sont faibles, essentiellement tournées vers l'action sur le terrain, et donc peu en mesure d'apporter un appui à la structure interprofessionnelle, explique le sociologue.

Autre difficulté, l'implantation de Solidaires dans le secteur privé "est encore très, très balbutiante", affirme M. Denis. Annick Coupé n'est pas de cet avis. "Nous avons réussi à mieux nous structurer dans l'industrie", assure-t-elle. Solidaires est devenu représentatif chez Renault Trucks, il est bien présent dans la sous-traitance automobile selon la dirigeante.

Quelques changements au secrétariat national interviendront lors ce congrès. Les départs les plus notables sont ceux de Pierre Khalfa, par ailleurs figure de l'association altermondialiste Attac, qui prend sa retraite, et de Jean-Michel Nathanson, le responsable de la fonction publique.

Les débats qui font l'actualité ne seront pas oubliés à Villefranche-sur-Saône. Solidaires discutera notamment du nucléaire: faut-il en sortir ou non, et comment ?

Syndicalisme : Solidaires revendique plus de 100.000 adhérents

LE MONDE - 07/06/2011

Le cinquième congrès de l'Union syndicale Solidaires, dernière née (1998) du mouvement syndical et défenseur d'un syndicalisme de "*transformation sociale*", qui la place en concurrence frontale avec la CGT, s'est ouvert mardi 7 juin à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Avec "*plus de 100.000 syndiqué-es*", soit 15.000 de plus qu'en 2008, cette organisation revendique désormais une place "*incontournable*" dans le paysage syndical français, et son congrès, qui dure trois jours, devrait être celui d'une certaine maturité.

Implantée au départ dans les entreprises publiques (La Poste, France Telecom, la SNCF etc.) et dans la fonction publique où les Sud pèsent 9,6% dans la fonction publique de l'Etat, 9% dans l'hospitalière et 3% dans la territoriale, l'Union syndicale Solidaires, forte d'une quarantaine de syndicats, a commencé à lorgner du côté du privé.

Pour Annick Coupé, l'une de ses deux porte-parole, la moitié des syndiqués ne relèverait plus directement du public - cette estimation semble toutefois pêcher par excès - et la question de la structuration de syndicats Sud au niveau national dans les transports, le commerce, la prévention et la sécurité se pose.

Par ailleurs, un tiers de l'équipe du secrétariat national devra être renouvelée. Les départs, en 2011 ou 2012, de Pierre Khalfa, de Jean-Michel Nathanson et de Thierry Lescant devraient être l'occasion d'une arrivée de quadragénaires et d'une plus grande mixité, un domaine dans lequel Solidaires est tout sauf en pointe.

L'Union syndicale envisage aussi de s'outiller davantage pour mieux travailler sur certains grands dossiers : les retraites en 2010, l'articulation de la question écologique et de la question sociale, la dépendance et son financement, les risques psycho-sociaux et l'organisation du travail, l'immigration.

Solidaires se réclame d'un syndicalisme "assez radical mais capable, précise Mme Coupé, d'argumenter de manière sérieuse". Elle pourrait se décider, pour gagner en efficacité dans le privé, à salarier des militants venus de ce secteur.

Le secrétariat national de l'Union syndicale tire un bilan plutôt positif de l'année 2010 en terme d'unité d'action. "*La dynamique unitaire a redonné du crédit au syndicalisme*", a fait observer Mme Coupé qui ne s'attendait pas à des débats vifs sur le sujet. En revanche, la question de la proximité idéologique entre Solidaires et la CGT combinée à leur concurrence fréquente sur le terrain constitue un vrai sujet.

A plusieurs reprises, notamment sur les services publics, des démarches de coopération engagées au sommet des deux organisations n'ont pu trouver une déclinaison locale en raison des "*positionnements très éclatés*" de la CGT, analyse Mme Coupé qui juge cette organisation "*pas du tout homogène*". Conséquence de cette situation : c'est plutôt avec la FSU que Solidaires cultive des partenariats. A la mi-juin, les deux organisations organisent ensemble une rencontre sur la pauvreté, les précarités et les inégalités.

Le 08 juin 2011 :

« La forte colère sociale n'a pas encore trouvé son débouché »

BASTA - 08/06/2011

<http://www.bastamag.net/article1590.html>

L'Union syndicale solidaires, c'est cette petite confédération née de l'union entre plusieurs syndicats autonomes et les « Sud » (Solidaires, unitaires, démocratiques). L'organisation syndicale, considérée comme radicale par le pouvoir, revendique aujourd'hui 100.000 adhérents. Elle a ouvert son congrès le 7 juin. Où en est-on, huit mois après le mouvement sur les retraites, à l'heure de l'austérité généralisée ? Entretien avec l'un de ses porte-paroles, Eric Beynel.



Solidaires fête sa 13ème année d'existence, revendique désormais 100.000 adhérents et rassemble une cinquantaine d'organisations. Le syndicat est bien implanté au sein de la fonction publique (hôpitaux, impôts) et des anciennes entreprises publiques privatisées ou en voie de l'être (France Télécom, La Poste, SNCF...). Et

commence à essaimer dans le privé, comme à Total ou dans les filiales du secteur des télécommunications. Contestation des plans d'austérité, débat sur le protectionnisme, sortie du nucléaire, prévention de la souffrance au travail... Eric Beynel, le plus jeune porte-parole de l'union syndicale — il a 45 ans — revient sur les enjeux actuels du syndicalisme.

Qu'est-ce qui distingue l'Union syndicale solidaires des autres confédérations, qui sont aussi plutôt ancrées à gauche comme la CGT ou la CFDT ?

Notre fonctionnement interne déjà. Nous regroupons une cinquantaine d'organisations de taille différente, des grosses fédérations comme Sud PTT, implantées à France Télécom ou à La Poste, jusqu'aux unions locales qui commencent à émerger, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais depuis le mouvement sur les retraites. Les plus puissantes n'écrasent pas les plus faibles car nous privilégions la voie du consensus. Parfois, cela prend plus de temps, mais nos équipes se sentent respectées. L'Union syndicale solidaires incarne également un syndicalisme de transformation sociale, que l'on retrouve aussi à la CGT ou à la FSU. Nous avons par exemple participé à la mobilisation contre le G8 au Havre, nous sommes aux côtés des Tunisiens ou des Égyptiens pour les aider à construire des alternatives. Enfin, nous menons un syndicalisme de lutte : gagner sur des revendications passe souvent par le conflit, le rapport de force.

Le vaste mouvement sur les retraites s'est conclu sur un échec si l'on s'en tient à son objectif principal, le retrait de la réforme du gouvernement. Huit mois plus tard, y décelez-vous des aspects positifs ?

A travers ce conflit, c'est la question de la répartition des richesses qui a été posée. On le voit ailleurs : en Grèce, en Espagne, au Portugal, c'est aussi cette question qui est soulevée face aux plans d'austérité. La répartition des richesses est redevenue une référence centrale pour le mouvement ouvrier. Pendant la mobilisation sur les retraites, nous ne sommes pas arrivés à lancer une grève générale reconductible, mais ce sujet, cette modalité d'action, a traversé l'ensemble des salariés.

Justement, la grève comme principal moyen d'action n'est-elle pas à double tranchant en risquant d'étouffer financièrement les salariés sans forcément obtenir des résultats, comme on l'a vu pour les retraites ou au sein de l'Éducation nationale ?

La grève par procuration, menée par certains salariés au nom des autres (les cheminots par exemple, comme en 1995, ndlr) ne fonctionne pas. Face à une réforme globale, il faut une lutte globale, un rapport de force institué à la hauteur nécessaire. Dans ce cadre, le mode d'action le plus efficace reste la grève. Mais n'oublions pas que l'unité syndicale a aussi été un facteur important pour donner confiance aux salariés.

L'option protectionniste est-elle discutée au sein du syndicat ?

Nous avons une analyse commune sur les dégâts du libre-échange et le danger qu'il représente pour tous les travailleurs. Mais les outils qu'il faudrait privilégier pour protéger les travailleurs font débat. Faut-il, par exemple, un protectionnisme social et écologique ? Doit-on instaurer des droits de douanes et des mesures anti-dumping ? Ce sont des questions similaires à celle de la taxe carbone. Mettre en œuvre de tels instruments ne va-t-il pas se retourner contre celles et ceux qu'ils sont censés protéger ? Il n'existe pas de consensus sur ces questions, qui traversent d'ailleurs l'ensemble du mouvement altermondialiste et les partis politiques. Ce qui est clair, c'est que si protectionnisme il y a, ce ne sera pas un protectionnisme nationaliste mais un instrument de régulation au profit de l'ensemble des salariés, de France et d'ailleurs.

L'Union syndicale solidaires est-elle favorable à la sortie du nucléaire ?

Ce sera débattu pendant le congrès. Nous nous étions déjà prononcés contre la construction de l'EPR (réacteur de 3ème génération en construction à [Flamanville](#), ndlr). La sortie du nucléaire pose la question de la reconversion, déjà soulevée par Sud Chimie avec le projet de fermeture de la raffinerie Total à Dunkerque. On ne peut pas arrêter le nucléaire sans poser le problème de la reconversion du secteur et de ceux qui y travaillent, ainsi que des énergies de remplacement. Mais je pense que l'Union syndicale solidaires est la confédération qui est la plus avancée sur le sujet.

Un mois après l'immolation par le feu d'un salarié de France Télécom à Mérignac, son PDG Stéphane Richard a demandé début juin que ce suicide soit reconnu comme accident du travail. Cette volonté de reconnaissance rapide marque-t-elle, selon vous, une avancée ?

C'est une avancée encore très légère. La véritable avancée, ce serait qu'il n'y ait plus de suicides. Si la « faute inexcusable de Renault » dans le suicide d'un ingénieur en 2006 a été [reconnue](#) par la Cour d'appel de Versailles en mai, il a fallu aller jusqu'en appel... La dégradation de la santé au travail qu'ont révélé les suicides à Renault et France Télécom s'est généralisée dans tous les secteurs. Un inspecteur du travail, militant de la FSU, s'est suicidé récemment (le 4 mai, dans un immeuble du ministère du Travail, ndlr). Quand on regarde la situation au Pôle emploi ou à l'Éducation Nationale, on constate une détérioration globale des conditions de travail. D'un côté, l'État et les employeurs privés laissent se développer une organisation du travail pathogène. De l'autre, les syndicats ont des difficultés à mobiliser les salariés sur ce sujet. Il y a bien sûr le levier juridique, mais la fonction publique, sans vrais CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), avec un État employeur qui refuse de s'imposer des obligations de résultat, connaît un retard important.

Les mouvements sociaux qui émergent dans le Sud de l'Europe, souvent très indépendants des partis politiques et des syndicats comme en Espagne, vous interrogent-ils sur votre place et votre rôle en tant qu'organisation syndicale ?

L'Union syndicale solidaires n'est qu'un instrument au service des salariés, un instrument qui n'est pas une fin en soi et doit être dépassé. Si nous suivons ces mouvements avec intérêt, on voit dans le même temps que les tentatives d'importer ce type de contestation en France ne fonctionnent pas, pour l'instant. Pourtant, le terrain est fertile, il existe une forte colère sociale qui n'a pas encore trouvé son débouché. Je rappelle quand même que plusieurs centaines de milliers de personnes sont, en France, descendues dans la rue pendant le mouvement sur les retraites. L'unité syndicale à ce moment a été décisive, comme celle du LKP lors de la grève générale en Guadeloupe. Et si la contestation a pu se construire de l'autre côté de la Méditerranée, en Tunisie, c'est en grande partie grâce au mouvement syndical.

Recueilli par Ivan du Roy

Le 09 juin 2011 :

Un congrès pour de nouveaux enjeux

POLITIS - jeudi 9 juin 2011

S'affirmant comme un syndicat de contre-pouvoir, Solidaires a mis en avant trois grandes orientations : la protection sociale, le pouvoir d'achat et la lutte contre la pénibilité au travail.

Très présente lors des manifestations contre la réforme des retraites fin 2010, l'union syndicale Solidaires a montré qu'elle pouvait peser dans le paysage syndical. La jeune organisation, qui a tenu son 5e congrès les 7, 8 et 9 juin à Villefranche-sur-Saône, a vu ses rangs de militants grossir. Regroupant 45 organisations, dont les SUD, elle avoisine désormais les 100 000 adhérents. Se démarquant des grandes confédérations qui refusent de construire l'affrontement (...)



Solidaire : « Un syndicalisme de terrain »

POLITIS - jeudi 9 juin 2011

Alors que Solidaires clôturait son cinquième congrès, une étude analyse le profil de ses militants. Spécialiste du syndicalisme, Sophie Bérout détaille les spécificités de cette organisation en pleine évolution.

Des universitaires ont publié les résultats d'une vaste enquête (1) sur les militants de Solidaires (union syndicale interprofessionnelle regroupant notamment les syndicats SUD), qui a tenu son cinquième congrès à Villefranche-sur-Saône du 7 au 9 juin. Première du genre à s'intéresser à la sociologie des militants, l'étude interroge ceux-ci sur leurs valeurs et leurs orientations, alors que cette organisation née en 1998, ancrée dans un syndicalisme de lutte, est en (...)

**** Désolé, les articles "complets" Politis sont sur abonnement....

Annick Coupé réélue à la direction de l'Union syndicale Solidaires

La Croix - 09/06/2011

Réélue jeudi 9 juin à la tête de Solidaires, Annick Coupé a imposé cette organisation contestataire sur l'échiquier syndical.



C'est une petite femme brune de 58 ans qui incarne l'histoire de la dernière-née des organisations syndicales, Solidaires, créée en 1998 et dont Annick Coupé fut fondatrice. Fille de commerçants du Calvados, la jeune Annick arrête ses études à 18 ans pour militer dans un parti maoïste, qu'elle trouve ensuite « trop machiste » et qu'elle quitte.

Début de sa carrière syndicale aux PTT

Devenue mère à 20 ans, employée dans un supermarché, puis institutrice suppléante, elle est embauchée aux services financiers des PTT en 1978. Elle est alors syndiquée à la CFDT. Mais, en 1988, la centrale syndicale fustige la grève dure lancée à La Poste et Annick Coupé se retrouve dans le camp des « moutons noirs ».

Elle se voit retirer ses mandats. Fin décembre 1988, elle et quelques ex-cédétistes créent le premier syndicat SUD aux PTT.

Partisane d'un "syndicalisme de lutte"

Alors que des SUD s'implantent à la SNCF, dans la santé, l'éducation, dans la chimie ou encore chez Michelin, la jeune coalition, qui, explique Annick Coupé, prône un « syndicalisme de lutte, qui ne rechigne pas à aller au rapport de force », est conpuee tant par le patronat que par les autres syndicats.

« Pour ne pas rester isolés », les SUD se rapprochent alors du Groupe des 10, coalition de syndicats autonomes (SNUI aux impôts, SNJ chez les journalistes...), qui devient officiellement, en 1998, l'Union syndicale Solidaires. Redevenue simple postière en 1999, Annick Coupé en devient déléguée générale en 2004.

Depuis, discrètement mais sûrement, « Annick Coupé a réussi à inscrire Solidaires dans une dynamique de visibilité », explique le sociologue Jean-Michel Denis. Persona non grata dans le carré de tête des manifestations contre la réforme des retraites de 2003, Solidaires s'est imposé dans l'intersyndicale contre le CPE en 2006.

En 2010, le syndicat, partisan isolé de la grève générale, a « même réussi à accueillir une réunion de l'intersyndicale, c'est dire la consécration ! », s'amuse Annick Coupé.

Le dernier mandat

Surtout, crédité de 80 000 adhérents en 2004, Solidaires, qui a obtenu 3,8 % aux prud'homales de 2008, revendique désormais 100 000 adhérents. Cette croissance ne lui suffira cependant pas pour atteindre les 8 % de suffrages nécessaires à l'obtention de la représentativité interprofessionnelle en 2013.

Un défi qu'Annick Coupé léguera à son successeur. Car la dirigeante historique a déjà prévenu : elle entame son dernier mandat.

Encore jeune, l'Union syndicale Solidaires progresse vers l'âge adulte

AFP – 09/06/2011

VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (Rhône) — Le Ve congrès de l'Union syndicale Solidaires, composée notamment des syndicats Sud, qui devait s'achever jeudi soir, a mis en évidence les progrès en maturité et en homogénéité de l'organisation, qui rencontre toutefois des difficultés pour devenir une organisation interprofessionnelle structurée.

Au bout de trois jours de débats, la direction de Solidaires, un mouvement encore jeune puisque né en 1998, est sortie consolidée : le bilan d'activité des trois années écoulées a été voté à près de 93% sur la moyenne des deux collègues (syndicats professionnels et unions territoriales) et le secrétariat national élu à l'unanimité.

C'est une approbation massive de la ligne qui a prévalu, notamment pendant le conflit sur les retraites de l'automne dernier: s'intégrer pleinement dans le jeu intersyndical, tout en cherchant à impulser un syndicalisme plus combatif et déterminé, même si l'organisation reconnaît ne pas y être parvenue autant que nécessaire.

Au départ coalition de syndicats autonomes (de fonctionnaires notamment) et de syndicats SUD rejoints par de nombreux dissidents de la CFDT, Solidaires fait encore partie des "petits" (moins de 4% des voix aux élections prud'homales de 2008). Il vient de passer le cap des 100.000 adhérents.

Depuis trois ans, "nous avons imposé Solidaires comme une force, certes encore limitée, mais incontournable dans le paysage syndical français", a déclaré Annick Coupé, qui restera déléguée générale (numéro un officieux).

Promoteur d'"un syndicalisme de lutte et de transformation sociale", l'organisation n'a pas véritablement progressé vers une unité d'action plus affirmée et structurée avec la CGT et la FSU. "Nous avons des convergences importantes avec elles. On devrait être capables de travailler beaucoup plus ensemble", regrette Pierre Khalifa, l'un des fondateurs, désormais à la retraite. La CGT, surtout, n'y semble pas encore prête.

Dans cet entre-deux, le dirigeant parle d'"un congrès de transition".

Le sociologue Jean-Michel Denis, présent en observateur au congrès, note "une difficulté à repenser l'action intersyndicale" après l'échec du mouvement contre la réforme des retraites.

Selon Sophie Bérout, autre universitaire, Solidaires l'envisage "surtout en termes de renforcement de ses positions". Elle décèle un décalage entre les fondateurs et les militants plus récents, dont "la priorité, c'est l'affirmation de l'identité de Solidaires". Pour Pierre Khalifa, "l'auto-développement n'est pas une fin en soi".

Pour jouer dans la cour des grands, Solidaires a besoin d'évoluer vers une organisation véritablement interprofessionnelle, alors qu'elle s'est construite en partie sur des identités de métiers.

Les documents du congrès sont très lucides sur les "très grandes faiblesses" à cet égard, notamment celles des structures locales interprofessionnelles, d'importance très inégale.

Ces dernières années, Solidaires, surtout présent dans le secteur public (près des deux tiers des adhérents) a réussi à progresser, mais encore modestement, dans le secteur privé, créant des syndicats dans des secteurs peu couverts par le syndicalisme (bâtiment, commerce, restauration, nettoyage, prévention-sécurité).

Sur tous les sujets, les débats du congrès ont été étonnamment studieux. "Ils ont avancé dans leur maturité, d'où un congrès plus calme", selon Jean-Michel Denis. Il y a "moins de radicalité", selon Sophie Bérout.

Dans un paysage syndical en général plutôt vieillissant, une trentenaire, Cécile Gondard-Lalanne (SUD-PTT), a fait son entrée à la direction de Solidaires.